marches-securises.fr PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Communauté de Communes Pays d'Orange en Provence (84) 307 av. de l'Arc de Triomphe

AVIS DE MARCHÉ SERVICES

Organisme acheteur

Communauté de Communes Pays d'Orange en Provence (84), JUSTINE FABRE, 307 av. de l'Arc de Triomphe, 84100 Orange, pays_ISO3166_FRA. Tel: +33 049030177. E-mail: marchespublics@ccpro.fr.

Adresse(s) internet

Site du profil d'acheteur : https://www.marches-securises.fr

Objet du marché

MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE CRÉATION D'OUVRAGE D'INFRASTRUCTURE - RESTRUCTURATION DE LA DÉCHETTERIE D'ORANGE

Lieu d'exécution

DECHETTERIE D'ORANGE - ZAC DU COUDOULET - RUE ROUSSANNE 84100 ORANGE

<u>Caractéristiques</u>

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Des variantes seront prises en considération : Non

Division en lots: Non

Durée du marché ou délai d'exécution

Durée en mois : 24 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Jeudi 25 juillet 2024 - 12:00

Conditions relatives au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent **FONDS PROPRES**

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché **GROUPEMENT SOLIDAIRE**

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par

l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: PRIX DES PRESTATIONS 70%

2: VALEUR TECHNIQUE 30%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

24-061P

Renseignements complémentaires :

Des prestations supplémentaires (options) sont prévues que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lever en cours d'exécution du contrat :

Option n°1 : ICPE Option n°2 : PC

Les sous-critères de la valeur technique sont les suivants :

- 1. Sous-critère Moyens humains et techniques pondéré à 40 %.
- 2. Sous-critère Suivi du chantier pondéré à 25 %.
- 3. Sous-critère Méthodologie de travail pondéré à 20 %.
- 4. Sous-critère Analyse des documents pondéré à 15 %.

En tant que procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats qui auront remis une offre dans les délais impartis. Toutefois, selon la teneur des offres, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché sur la base des offres sans négociation.

Les candidats seront informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou sous forme d'échanges par le profil acheteur.

Si elle estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes :

- introduction d'un référé précontractuel auprès du Tribunal spécialisé à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché.

A cet égard, il est précisé qu'un délai de 16 jours sera respecté entre l'envoi de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre aux candidats et la conclusion du marché ou 11 jours si la notification du rejet est transmise par voie dématérialisée.

- introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution.

Date d'envoi du présent avis

02 juillet 2024